

# Ford Blanquefort: les syndicats reçus pendant deux heures à Bercy



La décision de reprise ou de fermeture définitive de l'usine Ford à Blanquefort tombera cette semaine. 3000 emplois directs et indirects sont en jeu. / © D.Roussel-Sax/F3Aquitaine

Alors que La Direccte devrait rapidement rendre son avis sur le Plan de Sauvegarde de l'Emploi de Ford, une intersyndicale a été reçue ce mercredi à Bercy. Selon la CGT, *"l'Etat a réaffirmé sa volonté et même sa détermination à sauver l'usine"* de Blanquefort en Gironde.

Par Hélène Chauwin Publié le 09/01/2019 à 19:58 Mis à jour le 09/01/2019 à 20:03

Les syndicats ont été reçus ce matin par les cabinets des ministres de l'Economie et du travail. La réunion a duré deux heures.

Depuis que le géant Américain de l'automobile Ford a rejeté l'offre de reprise de Punch, à la mi-décembre, [le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire](#) envisage une solution *"des plus originales"* : **un rachat provisoire de l'usine de Blanquefort en Gironde par l'État.**

Une solution qui resterait d'actualité selon la CGT. L'idée étant de la revendre ensuite au repreneur belge. Ford serait ainsi *"libéré de ses responsabilités futures en cas d'échec de la reprise puisque c'est l'Etat qui prendrait le risque"* précise le syndicat [dans son communiqué](#).

Mais juridiquement, **le rachat d'une entreprise par l'Etat semble très complexe.** Interrogé sur sa faisabilité, [lors de ces vœux à la presse](#), Alain Juppé s'est montré sceptique.

*"C'est à Bercy de le dire....Il faudra que l'imagination soit grande"*.

Autre difficulté, "*Punch tarde à confirmer son projet industriel*" souligne la CGT. Il lui faut trouver de nouveaux clients pour acheter les boîtes de vitesse produites à Blanquefort. Selon une source proche du dossier, l'Etat chercherait aussi dans cette direction.

La CGT est prête à aller jusqu'au bout. Si, malgré les pressions des élus, "*Ford maintient sa décision de fermer l'usine, et si Punch s'avère incapable de concrétiser ses projets, alors l'Etat devra assumer son rôle et agir autoritairement en prenant l'usine sous contrôle*" explique Philippe Poutou. Le délégué CÉGÉTiste estime qu'"avec des entreprises comme PSA ou Renault, il y a forcément des solutions". Et développer, par exemple, "*des transports collectifs et non polluants comme l'électrique*" précise Philippe Poutou.

**La prochaine étape essentielle sera l'avis de la Direccte.** Dans un communiqué publié lundi, la préfecture précise que "*La Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi (DIRECCTE) Nouvelle-Aquitaine a été saisie en date du 21 décembre 2018 d'une demande d'homologation du document unilatéral portant plan de sauvegarde de l'emploi par l'entreprise FORD Aquitaine Industrie*".

**Mais le dossier remis était "incomplet"**. La Direccte l'a signifié ce lundi 7 janvier à la direction de Ford Aquitaine Industrie. "*A réception des documents demandés, la DIRECCTE disposera d'un délai de 21 jours pour prendre sa décision.*"

L'usine de Ford Blanquefort emploie 850 salariés. 3000 emplois directs et indirects sont en jeu.